

l'ECO de la semaine

22 au 28 Mars 2025



SOMMAIRE

Entrepreneuriat - Le leadership des femmes sous les projecteurs	2
Promouvoir l'industrie locale : le Rallye des industries, sur la ligne de départ.....	3
Assainissement du secteur extractif : fermeture du contrat et annulation du permis	3
Accès à l'alimentation : Renforcement de la coopération régionale par la COI	4
Global Digital Summit 2025 - Madagascar accélère son intégration énergie-numérique	4
Modernisation - La Jirama digitalise le paiement des factures.....	5
Filière cacao : Réunion du CNC pour une stratégie d'amélioration.....	5
Gestion foncière : Vers une modernisation du cadastre.....	6
Infrastructures de transport : la Banque mondiale mobilise 110 millions USD	6
Exportation – 1 000 tonnes de vanille en stock à Madagascar en plus des 1 000 tonnes également stockées à l'étranger.....	7
Destination Madagascar : Formation en marketing digital des acteurs touristiques	7
Merveille naturelle : les Tsingy de Bemaraha classés « Destination d'un autre monde »	8
Production de coco - Soavoanio réactive sa plantation	8
Secteur pêche - Faible participation des jeunes dans l'économie bleue.....	9
Mission de la Bei - Perspectives d'investissement.....	9
Pratique financière - La transparence du secteur extractif à améliorer	10
Artisanat - Le chocolat malgache à l'honneur à Moirax.....	11
Pénurie d'eau : le secteur privé en pâtit	11
Plaidoirie pour le renouvellement de l'Agoa : une délégation malgache en déplacement aux États-Unis	11
Donald Trump annonce des droits de douane de 25% sur « toutes les voitures qui ne sont pas fabriquées aux États-Unis »	12
Edgard Razafindravahy - « Le sommet contribuera au rayonnement international de Madagascar »	13
Inclusion financière : Lancement d'Ampio-S par Orange Money Madagascar et SIPEM Banque	14
Entreprise : Best Places to Work pour accélérer le leadership RH	14
Construction : concertation entre les acteurs du secteur du bâtiment	16

Entrepreneuriat - Le leadership des femmes sous les projecteurs

IRINA TSIMIJALY | 22 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar accueillera le Comité Mondial des Femmes Chefs d'Entreprises (FCEM) du 28 au 30 avril 2025. Organisé par le GFEM, cet événement mettra en valeur le rôle des femmes entrepreneures pour une économie plus inclusive et résiliente, tout en attirant des investisseurs étrangers.

Madagascar s'apprête à accueillir, pour la première fois, le Comité Mondial des Femmes Chefs d'Entreprises (FCEM) du 28 au 30 avril 2025. Cet événement international, organisé par le Groupement des Femmes Entrepreneurs de Madagascar (GFEM), va bien au-delà d'une simple rencontre. Il marque un tournant stratégique pour le pays. Le FCEM mettra en avant l'entrepreneuriat féminin comme levier essentiel pour attirer des investissements étrangers et stimuler la croissance économique.



Le thème de l'événement est « Vers une économie résiliente et inclusive : Les femmes chefs d'entreprise à la croisée du Nord et du Sud ». Le FCEM 2025 sera une occasion unique de valoriser le leadership féminin dans un contexte global. Madagascar entend démontrer que les femmes ne sont pas seulement des actrices sociales. Elles sont aussi des leaders influents capables de transformer l'économie et de créer des opportunités d'affaires sur le plan international.

Madagascar souhaite attirer des investisseurs étrangers en mettant en avant les femmes entrepreneures comme partenaires stratégiques. Le leadership féminin fort stimule l'innovation et ouvre de nouvelles perspectives dans des secteurs-clés de l'économie. Ce n'est pas seulement un événement pour célébrer des réussites individuelles. C'est un signal fort pour les investisseurs : Madagascar est un terrain fertile pour les investissements.

Le succès du FCEM 2025 repose sur un partenariat solide entre plusieurs institutions malgaches et internationales. Le GFEM est soutenu par des partenaires comme le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), la Chambre de Commerce et d'Industrie France-Madagascar (CCIFM), et l'Economic Development Board of Madagascar (EDBM). Ces institutions travaillent

ensemble pour mettre en avant l'entrepreneuriat féminin comme un moteur essentiel de l'économie.

Engagement

Le GEM a réaffirmé son engagement. Il a souligné l'importance du leadership féminin pour dynamiser l'économie malgache.

« Nous soutenons toutes les initiatives visant à développer l'entrepreneuriat féminin », a déclaré un représentant du GEM. De son côté, la CCIFM, avec son réseau mondial de 119 chambres de commerce, voit en cet événement une opportunité de renforcer les liens économiques entre Madagascar et le reste du monde. La CCIFM valorise aussi le rôle des femmes dans les affaires.

L'EDBM a signé une convention avec le GFEM pour soutenir l'événement et promouvoir Madagascar comme une destination propice aux investissements. Grâce à ce partenariat, Madagascar espère attirer l'attention des investisseurs. Cela contribuera à stimuler l'émergence de nouvelles initiatives entrepreneuriales portées par des femmes.

Avec plus de 150 délégations internationales attendues, le FCEM 2025 est un événement majeur. Il permet à Madagascar de se positionner comme un acteur incontournable sur la scène mondiale. Ce sera l'occasion de valoriser le dynamisme entrepreneurial du pays. Il renforcera aussi la position de Madagascar comme destination d'investissements, en mettant l'accent sur l'importance du leadership féminin.

Le FCEM 2025 n'est pas seulement un événement pour Madagascar, mais aussi pour toutes les femmes entrepreneures. Ces dernières chercheront à faire entendre leur voix et à partager leur vision. En mettant en avant leur rôle clé dans le développement économique, cet événement ouvre de nouvelles perspectives pour l'avenir du pays. Il renforce aussi ses relations économiques internationales.

Promouvoir l'industrie locale : le Rallye des industries, sur la ligne de départ

ARH. | 22 MARS | LES NOUVELLES

Le Syndicat des industries de Madagascar (Sim) et l'agence Mercantis, lancent la première édition du Rallye des industries, destiné à valoriser le secteur industriel malgache. Ce concours interuniversitaire cherche à sensibiliser le grand public et les étudiants sur le rôle de l'industrie locale dans le développement économique du pays.

Le Rallye des industries vise un double objectif : mettre en avant les produits et services malgaches tout en créant un lien entre les industriels et la jeunesse. Comme l'explique Mino Andriamijoro, gérant de l'agence Mercantis, « le jeu comporte des phases éliminatoires et qualificatives, avant de parvenir à la grande finale ». Dix universités seront en compétition, chacune représentée par une équipe de trois étudiants. Mais, les dates et lieux des qualifications seront bientôt annoncés.

Chaque entreprise membre du Sim, parrainera une équipe étudiante, lui offrant une immersion concrète dans le monde industriel.

« Le Sim s'engage à promouvoir une culture de l'excellence en valorisant l'intelligence et la créativité de nos jeunes », souligne son président, Tiana Rasamimanana. Et quatre épreuves variées et exigeantes sont au menu à savoir le « Rallye cognitif » : un quiz de culture générale sur l'industrie malgache, le « Rallye pratique », des simulations de résolution de problèmes industriels, le « Rallye sensoriel » qui consiste à identifier les matières premières et produits finis et le « Rallye créatif » qui incite les concurrents à concevoir un projet industriel innovant et réalisable.

Vola Narindra Ravoavy, directrice exécutive du Sim, souligne que ce concours va au-delà des compétitions classiques. « Nous voulons révéler le potentiel des jeunes capables d'innover et de répondre aux défis de demain. En investissant dans leur talent, nous bâtissons l'avenir de notre industrie ».

Assainissement du secteur extractif : fermeture du contrat et annulation du permis

ARH. | 22 MARS | LES NOUVELLES

Le gouvernement malgache a pris des mesures fortes pour assainir le secteur minier. Lors du conseil des ministres du 19 mars, 21 titres miniers arrivés à expiration ont été annulés, mettant fin aux contrats de partage de production associés.

« Cette décision vise à renforcer le contrôle des ressources naturelles du pays et à mettre fin aux irrégularités », a expliqué hier le ministre des Mines, Olivier Herindrainy Rakotomalala.

Et dans le cadre du Plan d'assainissement du cadastre minier, plusieurs permis ont également été révoqués pour non-paiement des frais administratifs ou parce que les délais d'exploitation sont expirés.

« Cette mesure permet d'ouvrir la voie à de nouveaux investisseurs et d'assurer une meilleure gestion du secteur », a ajouté le ministre.

Le gouvernement a par ailleurs renouvelé 47 permis de recherche, à l'exception de ceux liés à l'exploitation aurifère. Pour les exploitants artisiaux, 102 nouveaux permis ont été délivrés. Et le ministre Olivier Rakotomalala précise que « seuls les demandeurs remplissant les critères fixés par le nouveau Code minier, ont été retenus, avec l'exigence d'un cahier des charges garantissant le respect des normes environnementales et sociales ».

Quid du secteur aurifère ?

Face aux défis liés à l'exploitation de l'or, l'Exécutif a adopté une nouvelle stratégie pour encadrer le secteur : « lutter contre les exportations illégales et garantir une gestion rigoureuse des réserves nationales en or ». Une

Réserve Nationale d'Or sera mise en place pour stabiliser l'économie et protéger cette ressource stratégique.

Cette initiative s'appuie sur un protocole d'accord signé en août 2023 entre la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) et le ministère des Mines, visant à structurer la chaîne d'approvisionnement et promouvoir une exportation légale et responsable de l'or.

Le secteur pétrolier et gazier n'est pas en reste. Conformément à la décision du 7 janvier 2025, 21 permis d'exploration ont été annulés pour non-respect des conditions d'exploitation. A ce sujet, le gouvernement prévoit de réviser le modèle de partage de production avant l'octroi de nouvelles licences, dans un souci de préservation des intérêts nationaux.

Accès à l'alimentation : Renforcement de la coopération régionale par la COI

ANTSA R. | 22 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Antananarivo a accueilli hier la Conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire et la nutrition des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI). Cet événement, qui s'est tenu au Carlton Anosy, a rassemblé les ministres chargés de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, ainsi que des partenaires techniques et financiers. L'objectif : trouver des solutions concertées face aux défis grandissants de la sécurité alimentaire dans la région. Le Programme-cadre régional pour la sécurité alimentaire et la nutrition (PRESAN) était au cœur des discussions, avec un appui technique de la FAO et un financement de l'Union européenne, de l'AFD et de la FAO.

Défi pressant

Alors que l'ONU s'était fixé comme objectif d'éradiquer la faim d'ici 2030, la réalité en 2025 demeure alarmante : près de 150 millions de personnes supplémentaires souffrent de la faim par rapport à 2015. Dans la région de la COI, le changement climatique, la dégradation des ressources naturelles et les chocs économiques mondiaux fragilisent la production agricole et menacent la sécurité alimentaire.

Face à cette situation, les États membres de la COI misent sur la coopération régionale et la mise en place de solutions durables. Le développement d'agroparc régional a été identifié comme une stratégie clé pour structurer la production et renforcer les chaînes de valeur agricoles. La FAO, via son initiative Hand-in-Hand (HiH), pourrait jouer un rôle essentiel dans le financement et l'accompagnement de ces initiatives.

Cadre stratégique

Au-delà des projets ponctuels, le PRESAN vise à instaurer une vision à long terme pour garantir la souveraineté alimentaire dans la région. En s'inspirant de modèles comme le Plan régional d'investissement agricole (RAIP) de la SADC, il ambitionne d'optimiser la coordination régionale et de renforcer la résilience des systèmes agroalimentaires. Cette conférence ministérielle a réaffirmé l'urgence d'une mobilisation collective pour faire face aux crises alimentaires et poser les bases d'un modèle durable et inclusif dans la région de l'océan Indien.

Global Digital Summit 2025 - Madagascar accélère son intégration énergie-numérique

IRINA TSIMIJALY | 24 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le 20 mars dernier, le pays a pris part au Global Digital Summit 2025 en présentant ses initiatives pour connecter les secteurs de l'énergie et du numérique. Lors de la Table Ronde sur le Nexus Énergie et Numérique, organisée en marge des travaux de la Banque mondiale, la ministre Stéphanie Delmotte a expliqué comment le pays met en place des solutions pour renforcer ces deux domaines. L'événement, animé par des experts et des responsables gouvernementaux, a permis de mettre en évidence les défis et les opportunités liés à cette double transformation. Dans son intervention, la ministre a mis en avant DECIM, un programme qui vise à améliorer l'accès aux services énergétiques et numériques dans les zones rurales du pays. Il combine électrification, installation de mini-grids, distribution de kits solaires et connexion des écoles et centres de santé, pour faciliter l'inclusion des populations isolées. La ministre a souligné : « Sans un accès fiable à l'énergie, les infrastructures numériques restent inutilisables, surtout en milieu rural. Le projet DECIM est un exemple concret de cette intégration réussie, apportant des solutions complètes et accessibles à nos populations. »

Investissement

Le Fonds DECIM, d'un montant de 97 millions de dollars, soit 451,09 milliards d'ariary, selon le dernier taux de change publié par la Banque Centrale de Madagascar le 20 mars 2025. Ce fonds permet de distribuer 664 000 appareils numériques aux familles vulnérables, avec un focus

particulier sur les femmes. Parallèlement, l'investissement dans les mini-grids vise à garantir un approvisionnement énergétique stable et accessible, essentiel pour soutenir les initiatives numériques.

En outre, un autre investissement de 55 millions de dollars (soit 255,66 milliards d'ariary) a été alloué pour encourager les opérateurs mobiles à étendre la couverture du réseau dans des régions jusque-là mal desservies.



Lors de son discours, Stéphanie Delmotte a également précisé : « L'énergie et le numérique forment un tandem essentiel pour garantir une inclusion réelle. Nous devons coordonner nos efforts pour que chaque citoyen, où qu'il vive, ait la chance de bénéficier des opportunités offertes par cette révolution. » En plus de ces actions, Madagascar mise sur des technologies comme l'intelligence artificielle

pour améliorer la gestion du réseau électrique de la Jirama. Le pays s'attaque aussi à la transformation numérique de l'éducation, avec la création d'une université virtuelle en partenariat avec le CNTEMAD et le financement de formations en codage et métiers du numérique.

Stéphanie Delmotte a insisté sur l'importance d'une approche coordonnée entre l'énergie et le numérique, soulignant que ces deux secteurs sont essentiels pour

l'avenir de Madagascar. Elle a conclu : « Il est crucial que nous travaillions ensemble pour que l'énergie et le numérique soient des leviers puissants du développement durable et inclusif. » À travers cette participation au Global Digital Summit 2025, Madagascar démontre une vision claire : celle d'un développement inclusif et durable, où l'énergie et le numérique se renforcent mutuellement pour améliorer la vie des citoyens.

Modernisation - La Jirama digitalise le paiement des factures

IRINA TSIMIJALY | 24 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Depuis deux ans, Equima collabore avec la Jirama pour mettre en place le système Jirakaiky, facilitant ainsi les paiements des clients. Chaque client reçoit un reçu avec une référence unique, et en cas de perte, un duplicata peut être délivré, ce qui assure aux utilisateurs une plus grande tranquillité d'esprit.

Domoina Ramisamanana, responsable de projet chez Equima, explique lors d'une interview, en parallèle de l'événement Global Money Week la semaine dernière à Havoria Anosy : « L'avantage de Jirakaiky, c'est que le reçu est identique à celui de Jirama, avec une référence client. Et si le reçu est perdu, on peut facilement en obtenir un duplicata. » Cette garantie de récupération de la référence apporte un réel confort, surtout pour ceux qui avaient l'habitude de payer via mobile money, où les transactions n'aboutissaient parfois pas, entraînant des erreurs et des factures cumulées.

Malgré ces avantages, certains utilisateurs restent prudents. L'un d'eux confie : « Avant, avec les paiements mobile money, il arrivait que les transactions échouent,

ce qui créait des erreurs dans le système de Jirama, et je me retrouvais avec des factures en double. Maintenant, avec le système Jirakaiky, c'est plus rassurant. Mais ce qui pourrait poser problème, c'est le temps que ça pourrait prendre pour faire une réclamation si jamais il y a un souci. Il serait intéressant d'avoir des mesures pour accélérer ce processus. »

Après deux ans d'opération, le système n'a fait l'objet d'aucune plainte majeure. « La fiabilité est garantie par Jirama, qui émet les références », déclare Domoina Ramisamanana, confirmant ainsi l'importance de la collaboration avec la Jirama pour la gestion des références. Ce partenariat, initié suite à un appel d'offres lancé en 2023, permet de compléter les agences Jirama existantes et d'étendre l'accès aux services de l'entreprise, notamment dans les zones où les agences sont fermées. « L'objectif est de couvrir tout Antananarivo, Madagascar. Mais pour l'instant, nous nous concentrons sur les zones où les agences sont fermées », ajoute notre interlocutrice.

Filière cacao : Réunion du CNC pour une stratégie d'amélioration

R.EDMOND. | 24 MARS | MIDI-MADAGASKARA

L'approche filière continue pour le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa. La semaine dernière, il était dans la région DIANA pour rencontrer les acteurs de la filière cacao, mais aussi ylang-ylang, un autre produit phare de la région septentrionale de l'île.



Une occasion pour le membre du gouvernement, qui est également coach de la région SAVA, de dialoguer avec le secteur public et le secteur privé pour une meilleure gestion de ces deux filières qui jouent un rôle déterminant dans l'économie du pays.

Stratégie d'amélioration. À Ambanja, le ministre David Ralambofiringa a présidé la réunion du Conseil national du cacao (CNC) où il a été notamment question de la stratégie d'amélioration de la culture du cacao. La descente de la délégation ministérielle dans les champs de cacao lui a notamment permis de discuter avec les paysans producteurs, des moyens à mettre en œuvre pour préserver leurs intérêts. Le ministre a également rencontré les autres intervenants de la filière comme les transitaires, l'administration douanière ainsi que des représentants des exportateurs. Une occasion d'évoquer, point par point, les meilleurs moyens pour une meilleure efficacité des procédures d'exportation du cacao, qui traverse actuellement une crise. Il s'agit, en somme, pour le département chargé de l'industrialisation et du commerce, de privilégier le dialogue et les descentes sur terrain pour prendre les décisions susceptibles d'aider la filière cacao à surmonter cette crise.

Nouveau souffle

Notons que le nouveau secrétaire exécutif du Conseil national du cacao, Grégory Rabeson a été présenté, durant

cette réunion. La prise de fonction de ce nouveau responsable a été attendue par les acteurs de la filière dans la mesure où cela donnera un nouveau souffle à cette structure regroupant les acteurs privés et publics concernés par la promotion de la filière cacao à Madagascar. Le CNC se fixe, entre autres missions, d'œuvrer pour la pérennisation et le développement durable de la filière, d'assurer la mise en œuvre et de veiller au respect des principes et règles régissant les activités de la filière, de la production, de la

transformation et de la commercialisation des produits du cacao. L'organisme a également pour attribution de superviser et de veiller à une synergie des initiatives et projets en faveur de la filière cacao, et de promouvoir la qualité du cacao de Madagascar sur le marché national et international. Par ailleurs, le CNC assiste le gouvernement dans les négociations des accords internationaux ou régionaux portant sur la commercialisation du cacao et d'en assurer la mise en œuvre.

Gestion foncière : Vers une modernisation du cadastre

ANTSA R. | 24 MARS | MIDI-MADAGASKARA

Le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire (MDAT) a organisé une réunion d'information sur l'amélioration de la gestion foncière à Madagascar, vendredi dernier. Deux initiatives majeures ont été présentées : la délimitation numérique des terres domaniales et l'installation des Bureaux de subdivision foncière intermédiaire (BSFI). Cette rencontre a permis aux parties prenantes de mieux comprendre ces nouveaux dispositifs destinés à moderniser l'administration foncière.

La délimitation numérique vise à renforcer la sécurisation des terres domaniales grâce aux technologies digitales, tandis que les BSFI faciliteront la gestion et l'accès aux services fonciers pour les citoyens. Les échanges entre les différents acteurs ont permis de préciser les modalités de mise en œuvre de ces réformes. Une avancée significative dans la gouvernance foncière, essentielle pour la sécurisation des droits et le développement durable du pays.

Infrastructures de transport : la Banque mondiale mobilise 110 millions USD

JEAN RIANA | 24 MARS | LES NOUVELLES

Les projets d'infrastructures de transport à Madagascar, financés à hauteur de 110 millions de dollars, ont été au centre des discussions lors d'une rencontre, le 20 mars, entre l'équipe de la Banque mondiale et le ministre des Transports et de la météorologie, Valéry Ramonjavelo. Les travaux d'urgence ont été soulevés durant cette rencontre, à l'instar notamment de la modernisation des infrastructures comme les ports, le transport ferroviaire, l'aviation... La délégation de la Banque mondiale a été mené par Wendy Hughes, la directrice des infrastructures pour l'Afrique de l'Est et australe, ainsi que le représentant résident de l'institution.

« Le financement des travaux d'urgence ainsi que le projet d'extension du port de Mahajanga vient de la Banque mondiale et de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) », rapporte le ministère tout en soulignant que c'est le sujet principal qui a animé les échanges durant la rencontre. Le développement des activités autour du port et l'amélioration de l'intermodalité avec l'axe routier de la RN4 reliant Antananarivo à Mahajanga sont aussi compris dans ce projet.

Redonner un nouveau souffle

Cette visite de la Banque mondiale montre qu'elle est prête à soutenir le domaine du transport en donnant un nouveau souffle aux infrastructures, mais aussi à en créer de nouveaux. Pour ce qui est du secteur aérien, le ministère indique que la Banque mondiale a d'ores et déjà finalisé un programme d'appui pour le développement de Madagascar Airlines et la modernisation de plusieurs aéroports sous la gestion des Aéroports de Madagascar (Adema). La construction d'une nouvelle voie ferrée entre

Toamasina et Antananarivo est à l'étude concernant le transport ferroviaire. « Le but étant de renforcer les infrastructures existantes », indique le ministère.



La Banque mondiale ne se limite pas à l'appui de la modernisation des infrastructures de transport, mais poursuit également son engagement en matière de sécurité routière avec la fourniture d'équipements tels que des alcootests, radars et dispositifs de pèse-essieux mobiles.

Exportation – 1 000 tonnes de vanille en stock à Madagascar en plus des 1 000 tonnes également stockées à l'étranger

24 MARS | 2424.MG

Un marché en déséquilibre. L'offre est bien supérieure à la demande concernant la filière vanille, au point qu'une quantité importante de ce produit de rente est en stock non seulement à Madagascar mais également à l'étranger. Selon les estimations des autorités, il y aurait actuellement 1 000 tonnes de vanille stockées localement et plus de 1 000 tonnes de ce produit stockées également à l'étranger. Cette situation du marché avait été soulevée durant le Conseil des ministres, mercredi.



Ces deux stocks combinés constituent déjà 80% de la demande mondiale estimée par les autorités malgaches à 2 500 tonnes. Ce déséquilibre du marché avait déjà été enregistré pour la campagne 2023-2024, durant

laquelle une exportation record de 43 000 tonnes avait été rapportée, et une quantité importante de vanille reste stockée chez les acheteurs. Conséquence : 931 tonnes de vanilles avaient été exportées à près de trois mois de la clôture de la campagne qui est prévue le 30 juin 2025. L'État souligne alors la nécessité de professionnaliser la filière. Il estime que « il est essentiel de garantir que toute la production des planteurs soit achetée par des exportateurs engagés, afin d'éviter la spéculation et la vente à perte qui nuisent aux producteurs locaux », selon ce qui est avancé dans ce compte rendu du Conseil des ministres. Et cette disposition est importante, à l'approche du lancement de la prochaine campagne prévue au mois de mai, et dont la production s'annonce prometteuse.

Dans le cadre des discussions sur le programme sur la Facilité élargie de crédit (FEC), l'État avait avancé qu'en vertu des principes de bonne gouvernance, il prendra les mesures nécessaires pour assurer une concurrence libre et équitable dans les secteurs productifs. Les autorités se sont engagées à améliorer la transparence sur les activités, projets, et finances du Conseil national de la vanille et à éviter toute restriction aux exportations du secteur agricole qui joue un rôle clé dans l'économie de Madagascar et emploie un nombre considérable de personnes.

Destination Madagascar : Formation en marketing digital des acteurs touristiques

NAVALONA R | 25 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

L a Confédération du tourisme de Madagascar (CTM) ne ménage pas ses efforts pour contribuer à renforcer la position de la destination Madagascar sur la carte touristique mondiale.

Cette entité a organisé des sessions de formation en matière de marketing digital au profit d'une quarantaine d'acteurs opérant dans le secteur du tourisme, et ce, en partenariat avec Orange Madagascar et Softwell Formation. Celles-ci visent à innover dans l'offre des produits touristiques, une des thématiques prioritaires inscrites dans sa feuille de route en vue d'améliorer la compétitivité de la destination Madagascar, dans le cadre du projet portant sur la valorisation et le déploiement des ressources digitales. En effet, d'aucuns reconnaissent que la transformation digitale dans tous les secteurs d'activité, y compris le tourisme, devient incontournable, d'autant plus que cela procure de nombreux avantages. A titre d'illustration, les touristes choisissant la destination seront rassurés quant à la préparation et à leur expérience du voyage. Du côté des opérateurs récepteurs, ils s'engagent à leur proposer des offres personnalisées de voyage en fonction de leurs moyens et préférences.

Améliorer la visibilité en ligne

Dans le cadre de ces sessions de formation en marketing digital, les participants sont des représentants de la

Confédération du tourisme de Madagascar, de la fédération des hôteliers et des restaurateurs de Madagascar, de l'association Tours opérateurs professionnels de Madagascar, de l'association des agences de voyages, de la fédération nationale des guides et bien d'autres. Cette valorisation du capital humain s'inscrit dans la volonté de la CTM de renforcer les capacités des acteurs touristiques face aux défis numériques, outre l'innovation dans l'offre de produits touristiques. Ce qui permettra de contribuer au développement durable du tourisme, a-t-on appris. Par ailleurs, l'Office national du tourisme de Madagascar s'est déjà lancé dans le marketing digital en vue de promouvoir et améliorer la visibilité en ligne de la destination Madagascar. Force est également de reconnaître que le secteur du tourisme qui est en constante évolution, est impacté par l'évolution du numérique. En effet, les voyageurs effectuent entre autres, des réservations ou bien cherchent des informations sur une destination via internet. Ils partagent en même temps leurs expériences de voyage, en ligne. D'où l'importance de cette formation en marketing digital pour les acteurs opérant dans le secteur.

Merveille naturelle : les Tsingy de Bemaraha classés « Destination d'un autre monde »

JEAN RIANA | 25 MARS | LES NOUVELLES

Dernièrement, le magazine de voyage Wanderlust a rangé les Tsingy de Bemaraha, dans la région Melaky, parmi les « Destinations d'un autre monde », donnant l'impression d'appartenir à une autre planète. Classé au patrimoine mondial de l'Unesco comme étant une merveille naturelle, la réputation de ce site met en avant la destination de la Grande île. Même si les routes pour y accéder ne sont pas des plus aisées, ce parc exceptionnel demeure accessible en dehors de la saison des pluies à savoir, entre mi-avril et mi-novembre. Mais difficile d'accès ou pas, cela n'empêche pas les fans d'aventure de s'y rendre, ne serait-ce

que pour admirer la vue à couper le souffle que le site procure.

Dans tous les cas, ce classement du magazine Wanderlust témoigne de la beauté aussi fascinante que saisissante des Tsingy de Bemaraha, désormais mondialement reconnus comme une destination hors du commun au même titre que le Salar d'Uyuni en Bolivie, le Socotra au Yémen, le Sossusvlei en Namibie, le Puna de Atacama en Argentine, le Parc national de White Sands dans le Nouveau-Mexique aux Etats-Unis, le Hang Son Doong au Vietnam, le Parc national du Vatnajökull en Islande, le Parc national des Lençóis Maranhenses au Brésil.

Production de coco - Soavoanio réactive sa plantation

IRINA TSIMIJALY | 25 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Soavoanio lance un plan de relance pour redynamiser la filière coco, affaiblie par la baisse de production. Replantation, modernisation et valorisation des produits visent à assurer sa pérennité.

Autrefois, la production de noix de coco à Soavoanio atteignait 15 millions d'unités par an. Aujourd'hui, ce chiffre a chuté à 7 millions. Dans la région Sava, où le cocotier est au cœur de l'économie locale, Soavoanio s'engage à redonner un nouvel élan à une filière en difficulté. La production de noix de coco a fortement diminué ces dernières années. Cette baisse s'explique par le vieillissement des cocotiers et la diminution progressive des plantations. Cette chute de la production menace l'ensemble de la filière et inquiète les agriculteurs locaux. « Nos arbres sont épuisés. Nous n'avons pas les moyens de replanter assez rapidement », explique un cultivateur de Sambava. Pour inverser la tendance, Soavoanio a lancé un plan de renouvellement des plantations. L'entreprise prévoit d'introduire de nouvelles variétés de cocotiers. Celles-ci seront plus résistantes et plus productives. Ce programme s'accompagne d'une modernisation des techniques agricoles. L'objectif est d'optimiser la gestion des exploitations et de garantir une production plus efficace. L'entreprise veut également préserver l'environnement grâce à des méthodes plus durables.

Valorisation

Ce plan de relance s'étendra sur une période de 10 à 15 ans, offrant un véritable espoir pour toute la filière. L'engagement des producteurs et le soutien des autorités sont essentiels pour mener à bien cette transformation. Le but est de sécuriser l'avenir du secteur et d'assurer sa croissance à long terme.

Soavoanio ne mise pas uniquement sur l'augmentation de la production. L'entreprise souhaite également développer la transformation des produits issus du cocotier. L'huile, la fibre et le lait de coco sont des ressources précieuses, et leur exploitation peut offrir de nouvelles opportunités économiques. « Il ne s'agit pas seulement de produire plus de noix. Nous devons aussi en tirer un meilleur profit

en exploitant toutes ses richesses », explique un responsable de l'entreprise.



Cette approche vise à renforcer la valeur ajoutée du coco malgache sur le marché national et international. Soavoanio ambitionne d'accroître la production d'huile de coco. Elle souhaite également encourager le développement de l'artisanat à base de coques de noix et la création de nouveaux produits alimentaires.

Le gouvernement accompagne cette dynamique de relance. Le 22 mars, une visite officielle a eu lieu sur le site de production, en présence du ministre de l'Industrialisation et du Commerce, David Ralambofiringa, accompagné de plusieurs membres du gouvernement. Leur soutien témoigne de l'importance stratégique de cette filière pour l'économie du pays. Il souligne aussi la nécessité d'investir dans son développement.

L'entreprise détient 60% du marché national du coco. Elle exploite 5 000 hectares de cocoteraies. Grâce à ces initiatives, Soavoanio ne cherche pas seulement à retrouver ses niveaux de production d'antan. Elle veut aussi construire une filière plus moderne et plus rentable. L'objectif est de garantir un avenir durable aux nombreux travailleurs qui en dépendent.

Secteur pêche - Faible participation des jeunes dans l'économie bleue

IRINA TSIMIJALY | 26 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Malgré la richesse maritime de Madagascar, peu de jeunes s'engagent dans la pêche et l'économie bleue. Le gouvernement œuvre pour les sensibiliser aux opportunités offertes par ce secteur.

Environ 22 millions de jeunes vivent à Madagascar, mais seule une fraction d'entre eux s'engage activement dans la pêche ou l'économie bleue, explique le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante Tsimanaoraty, hier dans ses locaux à Ampandrianomby. Selon les données du ministère, environ 150 000 pêcheurs peuplent les côtes de Madagascar, dont la majorité sont des jeunes, mais face aux 22 millions de jeunes du pays, ce nombre semble insignifiant.



À Madagascar, un pays riche en ressources maritimes et côtières, le secteur de la pêche représente un pilier fondamental de l'économie bleue. Pourtant, de nombreux jeunes semblent se détourner de cette activité. L'étude des dynamiques sociales et économiques révèle que bon nombre de jeunes, en quête de nouvelles opportunités, préfèrent s'installer dans les zones urbaines à la recherche d'emplois, souvent dans des secteurs éloignés de celui qui pourrait à la fois les nourrir et les enrichir, selon le ministre de la Jeunesse et des Sports, Moustapha Abdoulah Marson. « Les jeunes ont délaissé la mer pour

monter vers la capitale, où ils se regroupent en masse. Ils se plaignent du manque d'emplois malgré leurs diplômes. Pourtant, en tant qu'il est, Madagascar possède un atout majeur : ses côtes sont une véritable richesse. Il existe des opportunités ici, mais par manque de connaissance de la réalité, beaucoup restent passifs alors qu'il est tout à fait possible de vivre et de travailler dans l'économie bleue. Actuellement, le taux de jeunes impliqués dans ce secteur est faible », rajoute-t-il.

Opportunités

Dans ce contexte, le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue a appuyé l'importance de l'économie bleue pour créer des emplois et répondre aux aspirations des jeunes. Il a déclaré : « L'économie bleue est une réponse aux besoins des jeunes en matière de création d'emplois. » Des activités telles que le salage et le séchage des produits de la mer représentent des sources de revenus considérables, susceptibles d'attirer davantage de jeunes. Pour maximiser l'impact de ces initiatives, un partenariat a été établi entre le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, celui de la Jeunesse et des Sports, ainsi que l'Organisation Panafrique de la Jeunesse pour l'Économie Bleue (OPJEB) à travers le 2e Forum des Jeunes Africains sur l'Économie Bleue, prévu à Toliara en avril.

Avec la participation attendue de 500 jeunes leaders venus des 54 pays d'Afrique, l'événement représente une opportunité pour encourager la jeunesse à explorer les horizons prometteurs de l'économie bleue. La nécessité de panels, d'ateliers et d'échanges de bonnes pratiques sera cruciale pour élire la voix des jeunes sur la scène nationale et régionale et raviver leur espoir dans un secteur qui mérite d'être valorisé.

Mission de la BEI - Perspectives d'investissement

IRINA TSIMIJALY | 26 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le 24 mars, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, a accueilli une délégation de la Banque Européenne d'Investissement (BEI), dirigée par Cristina Mejia Garcia et Allan Darryn, responsables pour l'Afrique australe et orientale, à Antananarenina. Cette rencontre a pour but de renforcer la coopération entre Madagascar et la BEI, en explorant de nouvelles opportunités d'investissements dans des secteurs clés pour le pays, tels que l'énergie et les infrastructures routières.

L'objectif principal de cette mission est d'identifier des solutions concrètes pour soutenir des secteurs essentiels, comme l'énergie et les infrastructures, qui sont cruciaux pour le développement de Madagascar. La BEI, partenaire

stratégique de l'Union européenne, s'engage à apporter son aide pour soutenir ces priorités.

Si l'on se réfère aux explications d'un responsable au sein du ministère, « C'est une occasion unique pour nous de collaborer avec la BEI afin de dynamiser le secteur de l'énergie et de renforcer les infrastructures routières. Ces investissements sont essentiels non seulement pour la croissance, mais aussi pour améliorer les conditions de vie des Malgaches. »

La BEI et l'Union européenne ont déjà contribué à plusieurs projets importants à Madagascar, tels que la réhabilitation des routes RN6 et RN13. Ces travaux, d'une ampleur significative, visent à moderniser près de 348 km de routes nationales essentielles. Ces projets amélioreront la connectivité entre les différentes régions de

Madagascar, ce qui favorisera le commerce et la mobilité des personnes.

Du côté des investissements dans l'énergie propre, l'Union européenne et la BEI ont également soutenu des initiatives pour fournir de l'énergie propre et abordable aux communautés rurales. L'un des projets phares est la

mise en place de mini-réseaux solaires dans les régions isolées, permettant ainsi d'apporter une solution énergétique durable là où l'accès à l'électricité est limité. Ce type de projet améliore non seulement les conditions de vie, mais il contribue également à la préservation de l'environnement.

Pratique financière - La transparence du secteur extractif à améliorer

IRINA TSIMIJALY | 26 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Madagascar renforce la transparence financière dans le secteur extractif, avec un partenariat entre l'OMNIS et le SAMIFIN. Cet accord vise à améliorer la gouvernance et à attirer des investissements étrangers.

La transparence financière dans le secteur extractif, notamment dans les industries pétrolière et minière, est devenue une priorité pour Madagascar afin de garantir une gestion saine des ressources naturelles. Le Service de Renseignement Financier de Madagascar (SAMIFIN), en collaboration avec l'Office des Mines nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS), met en place des mesures pour renforcer cette transparence et assurer une surveillance accrue des flux financiers dans ces secteurs vitaux pour l'économie du pays.

Madagascar, en tant que membre à part entière de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (EITI), œuvre pour renforcer la bonne gouvernance dans le secteur extractif. Dans cette optique, l'OMNIS, grâce à ce partenariat, pourra effectuer une vérification approfondie de ses partenaires commerciaux et mieux comprendre la propriété effective des entreprises opérant dans ce domaine. Cela permettra une plus grande transparence sur les acteurs impliqués dans l'exploitation des ressources naturelles du pays.

Gestion rigoureuse

Le Mémorandum d'Entente (MOU), signé le 19 mars 2025 entre l'OMNIS et le SAMIFIN, marque une étape importante dans l'intensification de la collaboration entre ces deux institutions. Cet accord vise à améliorer la gestion des secteurs minier et extractif, en renforçant la transparence financière et en attirant davantage d'investissements directs étrangers.

Ainsi, il a été souligné que « Madagascar est pleinement membre de l'EITI et cette coopération aidera l'OMNIS à effectuer une due diligence sur ses partenaires actuels et futurs, et à connaître la propriété effective des entreprises contractantes », comme l'a exprimé Andry Nantenaina Rasolonirina, directrice générale de l'OMNIS.

Pour concrétiser cet objectif, plusieurs actions sont prévues. L'échange d'informations pour détecter des transactions suspectes et l'assistance technique pour analyser les contrats financiers sont au cœur de cette coopération.

De plus, des formations seront dispensées aux agents des deux institutions, afin de renforcer leurs compétences en matière d'investigation et de prévention du blanchiment de capitaux.



Ce partenariat vise à garantir une gestion plus rigoureuse des flux financiers dans le secteur extractif, un domaine stratégique pour l'économie malgache. Une meilleure gouvernance dans ce secteur est essentielle pour attirer des investissements, et ainsi renforcer la compétitivité de Madagascar sur le marché international. Grâce à cette initiative, Madagascar entend offrir aux investisseurs un cadre juridique et financier fiable, favorisant un environnement économique stable et prévisible.

En somme, l'accord entre l'OMNIS et le SAMIFIN marque une avancée majeure dans la création d'un climat d'affaires plus attractif et transparent à Madagascar. Cette initiative contribuera à renforcer la gouvernance du secteur extractif, tout en offrant aux investisseurs un environnement favorable pour des investissements durables.

Artisanat - Le chocolat malgache à l'honneur à Moirax

NICOLE RAFALIMANANJARA | 27 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Après le succès de la première édition, l'Edenia Chocolaterie revient avec une deuxième édition de l'événement « Printemps du Chocolat Malgache ». Ce rendez-vous se tiendra les 12 et 13 avril à Moirax, en France. Une véritable immersion dans l'univers sucré et raffiné du chocolat malgache, accompagné d'une touche artisanale et culturelle unique de Madagascar.



Les amateurs de chocolat seront comblés par une exposition-vente de dix variétés de chocolats, allant des classiques chocolat au lait, 63%, 72%, 100% aux créations de l'Edenia aux saveurs exotiques telles que le gingembre,

la baie rose, la vanille, le café, la noix de coco et, en vedette, le chocolat au combava, un fruit emblématique de l'île. « L'année dernière, nous avons attiré plus de cinq cents visiteurs. Cette année, nous espérons dépasser les sept cents », confie Achille Rajerison, organisateur de l'événement.

L'événement met également en avant des produits artisanaux de Madagascar. Raphia, cuir, bois et autres créations seront présentés par quatre membres de la Chambre de Métiers d'Analambana, ainsi que par trois artisans installés en France. Au-delà des saveurs, le Printemps du Chocolat Malgache offrira également un véritable voyage culturel. La musique malgache, joyau de l'identité de l'île, sera à l'honneur grâce à des performances de Justin Vali, maître incontesté de la valiha. Reconnu à l'international, Justin Vali enchantera le public avec son art et proposera des ateliers pour enseigner la pratique de la valiha. Le groupe Ifara, célèbre pour ses interventions à la radio Bitsika, sera également présent. Après Moirax, l'exposition des chocolats malgaches poursuivra son tour de France et se déplacera à Hérisson, les 19 et 20 avril, lors du Salon du Chocolat Virtueux et des Gourmandises Artisanales.

Pénurie d'eau : le secteur privé en pâtit

JEAN RIANA | 27 MARS | LES NOUVELLES

La pénurie d'eau affecte la capacité de production du secteur privé. Ce sujet a fait l'objet d'une conférence-débat, hier dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie Antananarivo (CCIA) à Antaninarenina, sur le thème « Pénurie d'eau : Quels défis, innovations et solutions durables pour le secteur privé ? »

« Madagascar a un sérieux problème en ce qui concerne l'eau, qu'il s'agisse de pénurie ou d'excédent en la matière », a fait savoir le président du Groupement des exportateurs d'huiles essentielles et extraits de Madagascar (GEHEM). En effet, Madagascar manque d'eau lors de la saison sèche et des pluies.

« Le secteur de l'huile essentielle a besoin de beaucoup d'eau pour être productif, et le manque d'eau affecte notre productivité » a soutenu le responsable.

« Les discussions engagées vont contribuer à élaborer et proposer des solutions durables pour une gestion responsable, stable et efficace de cette ressource vitale », a précisé pour sa part le président du CCIA, Gil Razafintsalama. Quant au directeur de la réglementation et de la protection des ressources en eau, Mamy Nirina Ralambosamimanana, « cette conférence arrive à point nommé, vu que le code de l'eau a besoin d'être révisé ».

Plaidoirie pour le renouvellement de l'AGOA : une délégation malgache en déplacement aux États-Unis

JEAN RIANA | 27 MARS | LES NOUVELLES

Le programme African Growth and Opportunity Act (AGOA), va expirer au mois de septembre. Et pour le moment, les États-Unis n'ont pas confirmé s'il serait renouvelé ou pas. A ce sujet, une délégation mixte du secteur public-privé conduite par le ministre de l'Industrialisation et du commerce, David Ralambofiringa et son homologue des Mines, Olivier Rakotomalala, a fait le déplacement aux États-Unis, pour négocier le renouvellement de l'AGOA et le renforcement du partenariat sur les minéraux critiques au Capitol Hill.

Ces représentants du gouvernement ont été accompagnés par des responsables du secteur privé issus du

Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), du Groupement des entreprises franches et partenaires

(GEFP), de l'entreprise Mazava ainsi que l'entreprise américaine Energy Fuels. Dans cette mission, ils se sont associés avec l'American Apparel and Footwear Association et à la Coalition africaine pour le commerce. Le but étant de renforcer le plaidoyer auprès des administrations américaines, pour le renouvellement de l'AGOA lors de la réunion avec des responsables de la commission des finances du Sénat et de la sous-commission Afrique.

« Lors de cette réunion avec les cadres supérieurs du comité des finances du Sénat et du sous-comité Afrique, à savoir les sénateurs Ron Wyden (D-Oregon), Chris Coons (D-Delaware), Ted Cruz (R-Texas) ainsi que Mike Crapo (R-Idaho), les discussions se sont portées sur les avantages mutuels du programme AGOA et bien évidemment, sur la possibilité de consolider les liens économiques entre les deux pays », indique le ministère de l'Industrialisation et du commerce.

A noter que ce programme permet aux pays d'Afrique subsaharienne éligibles, d'exporter en franchise de droits vers les États-Unis plus de 1 800 produits, en plus des 5 000 articles déjà couverts par le Système généralisé de préférences.

En contrepartie, les pays bénéficiaires doivent respecter différents critères notamment en matière de gouvernance, d'État de droit et de transparence économique. Comme l'AGOA représente une opportunité importante pour Madagascar, spécialement dans les secteurs du textile et de l'agro-industrie, il est normal que les dirigeants appuyés par le secteur privé se mobilisent pour que ce programme soit maintenu. A titre de rappel, les échanges commerciaux entre Madagascar et les États-Unis ont atteint 784 millions de dollars en 2023, dont 622 millions d'exportations malgaches vers le marché américain.

Donald Trump annonce des droits de douane de 25% sur « toutes les voitures qui ne sont pas fabriquées aux États-Unis »

27 MARS | FRANCE INFO

Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a dit regretter « profondément la décision américaine ». Le Japon comme le Brésil ont également annoncé réfléchir à une réponse appropriée face à cette offensive douanière.

Donald Trump a annoncé qu'il imposait des droits de douane de 25% sur « toutes les voitures qui ne sont pas fabriquées aux États-Unis », mercredi 26 mars.

« Nous allons faire payer les pays qui font des affaires dans notre pays et prennent notre richesse », a déclaré le président américain depuis la Maison Blanche. « Si elles sont fabriquées aux États-Unis, il n'y aura absolument pas de droits de douane, a-t-il ajouté. Le business est de retour aux États-Unis. »

Ces nouveaux droits de douane entreront en vigueur le 2 avril et seront « permanents », a précisé Donald Trump. Ces 25% s'ajoutent aux droits « déjà existants sur ces biens », a ensuite déclaré un conseiller. Le taux jusqu'ici appliqué était de 2,5%. Cela signifie que les voitures importées seront désormais taxées à 27,5% de leur valeur. Dans le cas des voitures électriques chinoises, déjà taxées à 100% depuis août 2024, cela amènera les droits de douane à 125%.

L'UE regrette « profondément » la décision

Les droits de douane américains sur les voitures sont une « attaque directe », a déclaré le Premier ministre canadien, Mark Carney. Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a rapidement réagi. « Je regrette profondément la décision américaine », a-t-elle écrit dans un communiqué, ajoutant que l'UE « continuera de chercher des solutions négociées » avec Washington. Cette mesure pourrait peser lourdement sur l'économie allemande. Et pour cause : les États-Unis absorbent, à l'export, le plus de voitures fabriquées en Allemagne. L'an passé, les constructeurs allemands ont exporté 15% de

leur production vers les États-Unis, soit 400 000 BMW, Audi, Mercedes et autres Volkswagen.

Le Japon envisage de son côté « des mesures appropriées » en réponse à cette annonce, et considérera « toutes les options », a déclaré jeudi le Premier ministre, Shigeru Ishiba. L'automobile représente près d'un tiers des exportations nippones vers les États-Unis. Son gouvernement a mis en garde contre l'« impact considérable » de l'offensive douanière américaine sur les relations économiques nippo-américaines, mais aussi « sur l'économie mondiale et le système commercial multilatéral ».



Le président brésilien Lula, en visite au Japon, a déclaré que son pays « ne pouvait pas rester sans rien faire » face à cette offensive douanière. « Nous allons adopter l'approche qui, selon nous, sera bénéfique pour le Brésil. » « Nous ne pouvons pas rester sans rien faire, en nous persuadant qu'ils [les États-Unis] sont les seuls à avoir

raison et qu'ils sont les seuls à pouvoir taxer les produits des autres. » Luiz Inacio Lula da Silva, président brésilien. Cette nouvelle taxe vient s'inscrire dans un usage extensif des droits de douane par le président américain, dont la prochaine étape, considérée comme la plus importante, devrait intervenir le 2 avril. Ce jour-là, Donald Trump devrait annoncer la mise en place de droits de douanes dits « réciproques », dans ce qu'il décrit comme le « jour

de la libération ». Le principe des droits de douane « réciproques » est que les produits provenant d'un pays et entrant aux États-Unis seront désormais taxés au même niveau que le sont les produits américains exportés vers ledit pays. Mais s'il avait affirmé dans un premier temps qu'il n'y aurait « ni exemption, ni exception », Donald Trump a assuré mercredi que ces nouvelles taxes seraient « très clémentes ».

Edgard Razafindravahy - « Le sommet contribuera au rayonnement international de Madagascar »

GARRY FABRICE RANAIVOSON | 28 MARS | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) a été l'invité de la télévision publique TVM, hier. Les différents projets au sein de l'organisation régionale, mais aussi les préparatifs du Sommet d'Antananarivo, ont été discutés.

Une émergence diplomatique. Ce terme a été utilisé par Edgard Razafindravahy, dans son interview sur la télévision publique TVM, hier, pour souligner l'effet de levier qu'aura le Sommet de la Commission de l'océan Indien (COI) sur le rayonnement international de Madagascar. « Le Sommet contribuera au rayonnement international de Madagascar. La voix de Madagascar sera entendue dans le monde entier », déclare ainsi Edgard Razafindravahy au sujet du Sommet de l'organisation régionale qui se tiendra à Antananarivo, le 24 avril. Il note le fait que des chefs d'État et de gouvernement seront présents à cet événement. Des responsables des partenaires techniques et financiers, des bailleurs et des investisseurs prendront également part au rendez-vous. En somme, le Sommet dépassera le cadre régional et aura des échos internationaux.



« La présence de ces chefs d'État à Madagascar attirera l'attention des partenaires internationaux », ajoute le secrétaire général de la COI. Edgard Razafindravahy met également l'accent sur le fait que le Sommet d'Antananarivo sera l'occasion « de démontrer au monde le savoir-faire de Madagascar, l'hospitalité malgache, la beauté de sa culture, sa capacité de négociation, sa capacité de convaincre et la force de sa diplomatie ».

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien rappelle, par ailleurs, que le dernier Sommet de l'organisation régionale remonte à 2014, en ajoutant que Andry Rajoelina, président de la République, a émis l'idée d'organiser un nouveau Sommet depuis 2021. Avoir pu convaincre les chefs d'État et de gouvernement de se

réunir à Madagascar est déjà un acquis majeur, soutient-il. D'autant plus, Madagascar a pu convaincre les autres États membres d'adhérer au thème qu'il a proposé.

« Sécurité et souveraineté alimentaire : Pour le développement du marché de l'Indianocéanie » est le thème du Ve Sommet de la COI, choisi par Madagascar et accepté par les autres États membres. C'est la Grande Île, par ailleurs, qui mènera les débats. Il y aura des tables rondes, des ateliers et le Sommet des chefs d'État et de gouvernement qui sera l'apogée de l'événement.

Tournant décisif

Edgard Razafindravahy indique, du reste, qu'il y aura « des accords bilatéraux » en marge du rendez-vous d'Antananarivo. Le rapport du Conseil des ministres de mercredi, au palais d'État d'Iavoloha, rapporte justement que le Sommet de la COI coïncide avec une visite d'État d'Emmanuel Macron, président français. Qu'il y aura ainsi des signatures d'accords de renforcement des partenariats bilatéraux entre Madagascar et la France en matière d'infrastructure, d'énergie, d'agriculture et d'éducation.

Le secrétaire général de la COI rappelle aussi qu'après celui de la Commission de l'océan Indien, la Grande Île sera l'hôte du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté de développement des États d'Afrique australe (SADC). « En une année, donc, Madagascar jouira d'un important rayonnement international. C'est ça l'émergence diplomatique », affirme Edgard Razafindravahy. Ces victoires diplomatiques s'accompagnent aussi de retombées économiques. Comme il l'explique, rien que pour le Sommet de la COI, il y aura plus de mille participants.

Ce millier de participants au Sommet de la COI devra se loger, se nourrir. Il est certain qu'ils profiteront également de l'occasion pour faire un peu de tourisme. Une aubaine pour le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, de l'artisanat. Sans compter les entreprises prestataires de l'événement, comme le transport et l'événementiel.

« Le plus important, néanmoins, est la résonance de la voix de Madagascar à l'international, que Madagascar aura une voix déterminante dans les décisions qui seront prises et qui auront une importance majeure pour notre

région », souligne le secrétaire général de la COI. Les participants au Sommet d'Antananarivo feront le point sur le bilan des quarante années d'existence de l'Organisation. Ils seront surtout amenés à trancher sur des sujets qui marqueront un tournant décisif pour la COI, surtout face aux bouleversements du contexte mondial. Parmi les dossiers qui seront portés devant les chefs d'État et de gouvernement de la COI, il y aura le projet

d'Espace commun agricole de la Commission de l'océan Indien. Initié par Edgard Razafindravahy, il a été acté par la Conférence ministérielle de l'Organisation, la semaine dernière. Reposant sur trois piliers, cet Espace commun agricole est présenté comme la solution pour permettre aux États de la région Indianocéanie de gagner leur souveraineté alimentaire.

Inclusion financière : Lancement d'Ampio-S par Orange Money Madagascar et SIPEM Banque

ANTSA R | 28 MARS | MIDI-MADAGASIKARA

Une révolution pour l'inclusion financière à Madagascar. C'est ce que représente le lancement d'Ampio-S, une solution innovante dévoilée par Orange Money Madagascar en partenariat avec SIPEM Banque. Cette initiative révolutionne le paiement mobile en permettant aux utilisateurs de finaliser leurs transactions, même en cas de solde insuffisant. Grâce à ce partenariat entre un leader du mobile money, une banque inclusive et un expert en fintech, Ampio-S garantit une flexibilité inédite dans la gestion des paiements numériques. Accessible via le menu USSD et l'application Orange Money, ce service s'adresse aux utilisateurs de 18 ans et plus, remplissant les critères d'éligibilité. Avec un remboursement modulable allant de 1 à 30 jours, et un taux d'intérêt compétitif de 0,5% par jour d'utilisation, Ampio-S offre une solution transparente et maîtrisée pour répondre aux besoins immédiats des clients en matière de crédit digital.

Alliance stratégique

Le lancement d'Ampio-S incarne la volonté d'Orange Money Madagascar et de SIPEM Banque de renforcer l'inclusion financière en facilitant l'accès aux services bancaires et numériques. Grâce à son réseau étendu, Orange Money simplifie les transactions financières pour

tous, des grandes villes aux zones rurales. De son côté, SIPEM Banque, acteur clé du financement des TPE et PME, accompagne le développement économique du pays en facilitant l'accès au crédit.



Cette collaboration illustre une ambition commune : proposer des solutions de paiement sécurisées, pratiques et adaptées aux besoins des Malgaches. Avec Ampio-S, le mobile money franchit un nouveau cap, rendant les transactions plus fluides et accessibles à un plus grand nombre. Une avancée majeure vers une finance plus inclusive et solidaire.

Entreprise : Best Places to Work pour accélérer le leadership RH

NAMBININA JAOZARA | 28 MARS | LES NOUVELLES

« Suis-je un bon employeur ? » Cette question peut paraître subjective, car chaque entreprise possède sa propre politique RH. Pourtant, il existe un moyen concret d'y répondre grâce à un test proposé par Best Places to Work. Ce programme international certifie les entreprises qui offrent les meilleures conditions de travail à leurs employés. Le label est attribué aux organisations qui se distinguent par une culture d'entreprise positive, un leadership inspirant, des opportunités de développement professionnel et un environnement de travail motivant. Fitahiana Harrison, représentante de Best Places to Work à Madagascar et dans l'océan Indien, revient sur les atouts de cette certification et l'enjeu pour les entreprises malgaches.

Comment le programme fonctionne concrètement ? Le processus de certification repose sur plusieurs étapes. Il

débute par un audit à blanc réalisé auprès des employés, afin d'évaluer leur satisfaction sur divers aspects, notamment le climat de travail, l'engagement, les avantages sociaux et l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle. Ensuite, une analyse approfondie des pratiques RH permet de mesurer les efforts de l'entreprise en matière de gestion des talents, de diversité, d'inclusion et de bien-être au travail. En parallèle, un questionnaire est soumis aux dirigeants afin de recueillir leur perception de l'entreprise. « L'objectif n'est pas de porter un jugement, mais d'analyser les écarts entre la perception des dirigeants et celle des collaborateurs, afin d'identifier les ajustements nécessaires. Par exemple, une entreprise peut s'évaluer à 50 alors que ses employés la perçoivent à 75, ce qui signifie qu'elle sous-estime la qualité de son environnement de travail. À l'inverse, il est également possible

que l'entreprise se voie mieux positionnée que ce que ressentent réellement ses collaborateurs, ce qui met en lumière des points d'amélioration à prioriser », explique Fitahiana Harrison.

Le programme propose un accompagnement sur le long terme, pouvant s'étendre de un à cinq ans. Son objectif est d'aider les entreprises à mettre en place des actions concrètes pour améliorer durablement l'expérience collaborateur. Selon le site Best Places to Work, « les recherches montrent que les entreprises certifiées affichent des performances commerciales constantes sur le long terme, grâce à un engagement fort de leurs employés, un leadership inspirant et une gestion attentive des talents. Si je suis pleinement engagée dans mon entreprise, je vais naturellement donner le meilleur de moi-même pour assurer la satisfaction de mes clients. Un client satisfait est plus enclin à revenir, ce qui se traduit par une croissance du chiffre d'affaires. En ce sens, l'engagement des collaborateurs devient un levier stratégique pour la performance de l'entreprise », précise Fitahiana Harrison.



Best Places to Work ne se limite pas uniquement à l'obtention d'une certification. Une entreprise peut choisir d'intégrer le programme sans nécessairement viser immédiatement la certification. Elle peut ainsi s'engager dans une démarche d'amélioration de la qualité de vie au travail et de l'expérience collaborateur, sans pression de résultat immédiat. Cet accompagnement comprend plusieurs étapes clés : un audit à blanc pour évaluer la situation actuelle, l'élaboration d'une stratégie adaptée, des réflexions stratégiques avec la direction, la mise en place d'actions concrètes, le suivi des initiatives et un processus d'amélioration continue. L'ensemble de ces services est accessible à des tarifs adaptés au contexte local. « Pour l'entreprise, cela représente un investissement, car il s'agit d'une certification internationale. Cependant, il est important de comprendre qu'un employé engagé contribue directement à la satisfaction des clients, ce qui impacte positivement la performance globale », explique la représentante de Best Places to Work à Madagascar et dans l'Océan Indien.

A Madagascar, les programmes de certification comme Best Places to Work restent encore peu connus. Ils sont principalement présents dans les entreprises offshores et dans quelques grandes entreprises, à l'image de Ravinala Airports, l'une des premières à avoir obtenu la certification. « La notion de qualité de vie au travail et d'expérience collaborateur est encore méconnue dans le pays. Pourtant, à l'échelle internationale, et notamment en Europe, ces sujets sont devenus incontournables. Aujourd'hui, de nombreuses entreprises disposent d'un Chief Happiness Officer (CHO), et des initiatives comme les crèches en entreprise ou les congés de paternité font partie des pratiques courantes. A Madagascar, ces concepts restent encore flous et peu développés. » Le programme vise à sensibiliser et introduire la notion de qualité de vie au travail, aussi bien auprès des employeurs que des employés. Il s'agit de leur faire prendre conscience de son importance et de l'intégrer dans leur vision de l'entreprise. Cette démarche est déjà bien ancrée à l'international, et l'enjeu est désormais de la développer à Madagascar.

« Lorsqu'un talent est à la recherche d'un emploi, il privilégie naturellement les entreprises qui offrent un environnement de travail épanouissant. Nos jeunes diplômés, qui s'apprêtent à entrer sur le marché du travail, choisiront en priorité une entreprise où il fait bon de travailler avant de se tourner vers la concurrence. Obtenir la certification Best Places to Work représente donc un atout majeur pour attirer ces talents. Une entreprise certifiée a plus de chances de capter et de retenir les meilleurs profils. Au-delà de l'attractivité, la certification joue également un rôle clé dans la marque employeur. Elle renforce l'image de l'entreprise en tant qu'employeur de choix, ce qui la rend plus compétitive sur le marché du travail. Enfin, un enjeu essentiel reste la fidélisation des talents. Trouver la bonne personne pour un poste est une chose, mais savoir la garder en est une autre. Best Places to Work ne se limite pas à l'attraction des talents, il permet aussi de les retenir grâce à un programme structuré qui veille au bien-être et à l'épanouissement des collaborateurs », explique Fitahiana Harrison.

Pour l'instant, ce concept reste peu connu dans le pays, mais l'équipe de Best Places to Work croit en son potentiel. Ils espèrent contribuer, à leur échelle, à bâtir un environnement professionnel où l'expérience collaborateur devient une priorité et un véritable levier de performance. Best Places to Work est présent dans de nombreux pays à travers le monde. Le fait qu'il soit représenté à Madagascar et dans l'Océan Indien représente un atout, car le programme est piloté par une équipe locale qui accompagne directement les entreprises. Les échanges sont ainsi plus fluides et mieux adaptés aux réalités du marché malgache. De plus, l'équipe locale assure la traduction des questionnaires en malgache, en français ou en anglais, selon les besoins des entreprises.

Construction : concertation entre les acteurs du secteur du bâtiment

FAHRANARISON | 28 MARS | LES NOUVELLES

Les principaux acteurs du secteur du bâtiment, notamment les quincailliers, les chefs de chantier, les maçons, les promoteurs immobiliers ou les Petites et moyennes entreprises (PME), ont été conviés à une séance de partage autour de la construction.

Organisée à Toamasina par Alpha Ciment, cette concertation a permis d'échanger sur les différents défis et les bonnes pratiques en matière de construction, avec un accent particulier sur les spécificités des ouvrages en zone côtière.

A cette occasion, le ciment Orimbato a été mis en avant comme une solution idéale grâce à sa résistance face aux sulfates et aux agressions chimiques ainsi qu'à sa performance éprouvée.

Ce type de ciment est recommandé par les professionnels et adopté par les infrastructures prévues pour durer,

comme c'est le cas des travaux d'extension du port de Toamasina ou encore du pont de la RN12...



« C'est le choix de référence pour garantir des ouvrages solides et durables face aux conditions climatiques spécifiques du littoral », a-t-on précisé.



📍 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

📞 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

🌐 www.ccifm.mg

✉ ccifm@ccifm.mg ✉ adhesion@ccifm.mg

🌐 **f** CCI France Madagascar

🌐 **X** CCI France Madagascar

🌐 **in** CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

